

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

**Société APERAM
à GUEUGNON**

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° *11-02698*

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment l'article L.514.1,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 autorisant la société UGINE et ALZ à exploiter sur la commune de GUEUGNON une tôlerie industrielle,

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 24 octobre 2008 au profit d'ARCELOR MITTAL STAINLESS,

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 14 mars 2011 au profit d'APERAM,

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite d'inspection du 20 avril 2011,

Considérant les constats suivants réalisés par l'inspecteur des installations classées :

- Dépassements réguliers en 2010 et 2011 des valeurs seuils en flux et concentration d'azote sur le rejet interne n°1 et en concentration d'azote sur le rejet externe n°4 ;
- Dépassement de la consommation spécifique d'eau de l'établissement en 2010 (nombre de litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage).

Considérant dès lors que la société APERAM ne respecte pas les prescriptions des articles 4.3.8.1.1, 4.3.8.3 et 4.3.8.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 susvisé et de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture,

ARRETE

Article 1^{er}

La société APERAM, dont le siège social est situé 5 rue Luigi Chérubini - 93210 LA PLAINE SAINT DENIS, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Place des Forges à GUEUGNON (71130), de respecter les dispositions suivantes sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté :

Prescription à respecter
Article 4.3.8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Concentration en azote du rejet n°4)
Article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Concentration et flux en azote du rejet n°1)
Article 4.3.8.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 et 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (Consommation spécifique d'eau)

Article 2

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 3 -Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 – Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Gueugnon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône et Loire, à MACON

Mâcon, le 31 MAI 2011

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES